



Le Président Directeur Général

Monsieur Jean-Ludovic SILICANI  
Président  
ARCEP  
7, square Max Hymans  
75730 Paris cedex 15

Paris la Défense, le 18 mai 2009

Réf. : MGB/09-015

**Objet :** Réponse consultation sur les orientations de l'ARCEP suite à la première phase de travaux d'expérimentation et d'évaluation relatifs à la mutualisation des réseaux en fibre optique d'Avril 2009.

Monsieur le Président,

A l'issue d'une première phase de travaux d'expérimentation et d'évaluation de la mutualisation des réseaux en fibre optique engagés sous l'impulsion du Secrétaire d'Etat chargé de la Prospective et du Développement de l'économie numérique, l'ARCEP a souhaité soumettre à consultation publique ses orientations sur la mise en œuvre du principe de mutualisation. SFR tient à remercier l'Autorité pour l'intensité du travail réalisé à cet égard sur les premiers mois de l'année. SFR est heureuse, au travers de la contribution détaillée ci-jointe, de pouvoir lui faire part de ses premiers retours d'expérience et de ses réflexions s'agissant des modalités de déploiement souhaitées en zones très denses comme moins denses.

Comme elle a déjà eu l'occasion de l'exprimer devant l'Autorité, SFR souhaite investir massivement dans la fibre : 250 millions d'euros pourraient ainsi être investis en 2009 et 1,5 million de prises adressées si toutes les conditions pour assurer la sécurité et la visibilité juridiques sont réunies.

Dans ce contexte, il est important que les travaux engagés puissent apporter des réponses aux incertitudes concernant encore, d'une part, les modalités de déploiement des petits immeubles en zones très denses, et, d'autre part, la mutualisation des déploiements en zones moins denses.

Dans l'attente des travaux qui seront réalisés d'ici l'été sur ces sujets, SFR demande expressément à l'Autorité :

- **de rester très prudente dans la définition des zones très denses, dans lesquelles des déploiements capillaires seraient rentables et permettraient un point de mutualisation de petite taille très en aval du réseau et en particulier en pied d'immeuble, par exception à la LME.** Nous estimons que celle-ci ne peut dépasser à ce stade 3 à 4 millions de logements, du fait notamment de l'incertitude sur les modalités de raccordement des immeubles de moins de 12 logements.

A cet égard, SFR tient à rappeler qu'elle est le deuxième opérateur français. SFR dépense 12% de son chiffre d'affaires en capex dont 400 millions d'euros dédiés au fixe. Les modèles financiers qu'elle a pu développer montrent qu'il n'est pas possible d'atteindre de rentabilité au-delà de 4 millions de prises.

- **d'affirmer clairement qu'en dehors de cette zone, et tant que l'ARCEP n'aura pas défini d'autre cas spécifique, la règle fixée par la LME s'applique et le point de mutualisation doit être extérieur à l'immeuble.** Il convient à cet effet de ne plus exonérer a priori les déploiements effectués s'ils ne respectent pas ce principe. L'ARCEP doit notamment inciter l'ensemble des acteurs (y compris France Telecom) à discuter ces prochains mois de modalités de mutualisation raisonnables et efficaces dans les zones moins denses, de façon à assurer que, conformément à la LME, les points de mutualisation seront accessibles aux autres opérateurs dans des conditions techniques et économiques raisonnables.

Concernant la technologie multi fibres si celle-ci est retenue, et le mode opératoire proposé par l'ARCEP, SFR souhaite le respect de certains principes essentiels, et leur soumission pour avis à l'Autorité de Concurrence et à la Commission Européenne, et notamment :

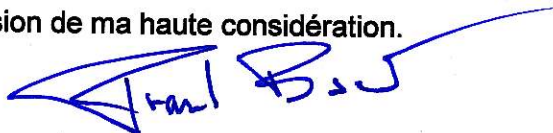
- la définition d'un nombre maximal de 4 fibres, au-delà duquel il serait déraisonnable de déployer du multi fibres ;
- un processus d'appel à candidature au niveau de la commune, suffisamment large et transparent, et permettant une concertation minimale entre les acteurs sur le bon nombre de fibres à déployer ;
- l'absence de contraintes trop fortes en cas de pose de 4 fibres dédiées passives (pas d'obligation d'offrir une fibre mutualisée, possibilité de proposer un accès actif au n+1ième) ;
- une mise en concurrence des sous-traitants sur une commune, et un partage des coûts identiques entre chaque opérateur, établi sur la base des factures réellement encourues ;
- un partage des coûts également du câblage horizontal palier, et la possibilité que celui-ci soit construit par l'Opérateur Commercial.

Enfin, SFR souhaite attirer l'attention de l'ARCEP sur deux problématiques importantes, qui n'apparaissent pas dans ce document d'orientation :

- l'interopérabilité des équipements entre les différents opérateurs, qui peut perturber le fonctionnement du réseau de certains opérateurs ;
- la nécessité de déterminer dès que possible un tarif de déploiement raisonnable dans les fourreaux de France Telecom.

Il sera enfin primordial que le régulateur veille à ce que France Telecom ne puisse continuer à prendre de l'avance dans les zones moins denses sur des bases qui ne seraient pas mutualisables dans des conditions raisonnables. L'ARCEP doit, pour ce faire, exercer une surveillance toute particulière sur ces zones afin que l'opérateur historique, par son avance dans un déploiement libre de toute contrainte, n'y préempte irrémédiablement le marché.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.



Frank ESSER